



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GUYANE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Générale
des Territoires et de la Mer**

**Direction de l'Aménagement des Territoires
et Transition Écologique**

**Service Prévention des Risques et
Industries Extractives**

Arrêté n° R01-2021-01-28-01

Mettant en demeure la société AUPLATA Mining Group de respecter les dispositions des arrêtés préfectoraux d'autorisation d'exploiter de ses installations de traitement du minerai aurifère présentes sur la mine dite de « Dieu-Merci » et situées sur la commune de Saint-Elie

**Le préfet de la région Guyane
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du mérite**

Vu le code de l'environnement notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.72-1, L.511-1, L.514-5 ;

Vu la loi N° 46-451 du 19 mars 1946 érigeant en départements la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane française et La Réunion ;

Vu la loi n° 47-1018 du 9 juin 1947 relatif à l'organisation départementale et à l'institution préfectorale dans les nouveaux départements ;

Vu le décret du 25 novembre 2020 portant nomination de M. Thierry QUEFFELEC, préfet, en qualité de préfet de la région Guyane, préfet de la Guyane ;

Vu le décret du 1^{er} janvier 2020 relatif à la nomination de M. Paul-Marie CLAUDON, sous-préfet hors classe, en qualité de secrétaire général des services de l'État, responsable de la coordination des politiques publiques, auprès du préfet de la région Guyane, préfet de la Guyane ;

Vu l'arrêté n°R03-2020-05-14-004 du 14 mai 2020 portant organisation des services de l'État en Guyane ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2015-322-0002 du 18 novembre 2015 autorisant la société AUPLATA SA à exploiter une installation de séparation gravitaire d'or primaire et une unité modulaire de traitement du minerai aurifère sur la commune de Saint-Elie ;

Vu l'arrêté préfectoral n° R03-2019-11-21-006 du 21 novembre 2019 portant prescriptions complémentaires à la société AUPLATA Mining Group pour son installation de séparation gravitaire d'or primaire et l'unité modulaire de traitement par lixiviation du minerai aurifère situées sur la commune de Saint Elie ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 16 novembre 2020 faisant suite à l'inspection réalisée sur site le 4 novembre 2020 ;

Vu la transmission du 24 novembre 2020 du projet d'arrêté à l'exploitant afin de recueillir ses observations dans un délai de 15 jours.

Vu les observations de la société AMG transmises le 18 décembre 2020 ;

Considérant que les activités de l'installation sont de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que l'exploitant ne respecte pas certaines des dispositions des arrêtés préfectoraux n° 2015-322-0002 du 18 novembre 2015 et n° R03-2019-11-21-006 du 21 novembre 2019 susvisés ;

Considérant que le non-respect de ces dispositions réglementaires est susceptible d'aggraver les risques présentés par l'établissement ;

Considérant qu'en application de l'article L171-8 du Code de l'environnement et qu'indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

Sur proposition du Secrétaire général des services de l'État de Guyane .

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société AUPLATA Mining Group, dont le siège social est situé immeuble SIMEG- ZI de Dégrad des Cannes – 97354 Rémire-Montjoly, dénommée ci-après l'exploitant, doit pour les installations qu'elle exploite sur la commune de Saint Elie sur la Mine « Dieu Merci », respecter dans des délais contraints les dispositions édictées aux articles 2 à 6 du présent arrêté.

Article 2 : Volumes autorisés

L'exploitant doit respecter, sous **15 jours**, les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° R03-2019-11-21-006 du 21 novembre 2019 susvisé en matière de volume autorisé pour les rubriques ICPE 4110-1 et 4110-2.

Article 3 : Rétention générale du procédé de lixiviation

L'exploitant doit respecter sous **2 mois** :

- les dispositions de l'article 12.3 de l'arrêté préfectoral n° R03-2019-11-21-006 du 21 novembre 2019 :
« Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté. L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. »

- les dispositions de l'article 8.1.3 de l'arrêté préfectoral n° 2015-322-0002 du 18 novembre 2015 :
« Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières »

Article 4 : Rejets internes – points de rejet n°A et B

L'exploitant doit respecter sous **2 mois** :

- les dispositions de l'article 6.7 de l'arrêté préfectoral n° R03-2019-11-21-006 du 21 novembre 2019 :

Point de rejet n°A

| Paramètre | Type de suivi | Périodicité de mesure |
|-----------------|---------------|-----------------------|
| Débit | continu | continue |
| pH | continu | continue |
| Cyanures totaux | instantané | Toutes les 10 minutes |
| humidité | instantané | Toutes les 10 minutes |

Point de rejet n°B et C

| Paramètre | Type de suivi | Périodicité de mesure |
|--|---------------|---|
| Débit | continu | continue |
| pH | Moyen 24h | journalière |
| Résistivité | Moyen 24h | journalière |
| Matières en suspension totales | Moyen 24h | journalière |
| DCO | Moyen 24h | hebdomadaire |
| DBO5 | Moyen 24h | hebdomadaire |
| Phosphore total | Moyen 24h | hebdomadaire |
| Azote global | Moyen 24h | hebdomadaire |
| Indice phénols | Moyen 24h | hebdomadaire |
| Cyanures totaux | Instantané | Toutes les 6 heures (en période de rejet) |
| Manganèse et composés (en Mn) | Moyen 24h | mensuelle |
| Fer, aluminium et composés en (Fe+Al) | Moyen 24h | mensuelle |
| Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) | Moyen 24h | mensuelle |
| Hydrocarbures totaux | Moyen 24h | mensuelle |
| Fluor et composés (en F) (dont fluorure) | Moyen 24h | mensuelle |
| Cadmium et ses composés | Moyen 24h | mensuelle |
| Plomb et ses composés | Moyen 24h | mensuelle |
| Mercuré et ses composés | Moyen 24h | journalière |
| Nickel et ses composés | Moyen 24h | mensuelle |
| Arsenic et ses composés | Moyen 24h | mensuelle |
| Chrome dissous (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome) | Moyen 24h | mensuelle |
| Cuivre dissous | Moyen 24h | mensuelle |
| Zinc dissous | Moyen 24h | mensuelle |
| Acrylamide | Moyen 24h | annuelle |

- pour le point de rejet A les dispositions de l'article 6.6 de l'arrêté préfectoral n° R03-2019-11-21-006 du 21 novembre 2019 :

| Paramètre | Code SANDRE | Concentration en moyenne journalière (mg/l) |
|-----------------|-------------|--|
| Humidité | 6104 | 40 % |
| Cyanures totaux | 1390 | 0,5 dans les résidus décyanurés (phase liquide + phase solide) |

Article 5 : Caractérisation des résidus décyanurés

L'exploitant doit respecter sous 2 mois les dispositions de l'article 16.2 de l'arrêté préfectoral n° R03-2019-11-21-006 du 21 novembre 2019 :

« *A minima deux fois par an, l'exploitant doit procéder à la caractérisation physico-chimique et géotechnique des rejets gravimétriques et des résidus décyanurés produits afin de vérifier leur conformité aux prévisions développées dans le plan de gestion des déchets. La première caractérisation a lieu dans les jours qui suivent la mise en service des installations ad hoc. ...* »

Article 6 : Surveillance des ouvrages

L'exploitant doit respecter sous 2 mois les dispositions de l'article 9.1.4 de l'arrêté l'arrêté préfectoral n° 2015-322-0002 du 18 novembre 2015 et notamment :

« *...Une anomalie relevée lors de la surveillance doit être suivie par l'intervention d'un géotechnicien. ...* »

Article 7 :

Les échéances ci-dessus sont définies à compter de la date de notification du présent arrêté.

Les justificatifs correspondant doivent être transmis à l'inspection dans les 15 jours suivant les échéances fixées.

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 8 :

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Cayenne dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Article 9 : Copie et exécution

Le secrétaire général des services de l'État de Guyane, le directeur général des territoires et de la mer, le maire de Saint-Elie sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société AUPLATA Mining Group.

Cayenne, le 28-01-2021

Le Préfet

Thierry QUEFFELEC